

que nous allions encore plus loin dans cette voie et que ce soit là que le duel à venir, si avenir il doit y avoir, se termine de façon heureuse, en faveur des justes causes et du camp qu'il faut.

(Texte)

M. Deschatelets: Monsieur le président, à la suite des incidents récents de Berlin et de la reprise des essais nucléaires par l'URSS, le très honorable premier ministre (M. Diefenbaker) nous faisait part, hier, des diverses mesures que le gouvernement a décidé de prendre, nommément l'augmentation de nos effectifs militaires au Canada et en Europe, ainsi que la mise en œuvre d'un programme d'entraînement et de recrutement pour faciliter la défense civile au pays.

Se départissant de son optimisme habituel, l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Green) a résumé hier sa pensée un peu pessimiste par ces mots: «Nous sommes au bord de la guerre nucléaire». Jusqu'à quel point les mesures prises par le gouvernement, les déclarations du premier ministre et du secrétaire d'État aux Affaires extérieures contenteront ou satisferont-elles l'opinion canadienne, ceci reste à voir.

A la fin du discours qu'elle prononçait hier, l'honorable député de Niagara-Falls (M¹¹⁰ La-Marsh) exprimait un certain désappointement sur le tour d'horizon bien limité qu'a fait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et je suis porté à partager ce désappointement, car je crois que l'occasion aurait été fort bien choisie, hier, pour le porte-parole du gouvernement canadien, de définir bien clairement ce qu'est l'élaboration de la pensée du gouvernement en matière de politique étrangère, en fonction des problèmes actuels.

Je pense bien que l'honorable député d'Essex-Est (M. Martin) a brillamment exposé hier les vues de l'opposition officielle. Il a fait au gouvernement des suggestions qui, je l'espère, seront prises en sérieuse considération, et je crois que le gouvernement—j'en suis certain, d'ailleurs—appréciera l'esprit avec lequel il a soumis ces suggestions, car à la fin de son discours, l'honorable député d'Essex-Est faisait appel à l'unité d'action de tous les partis politiques canadiens en face d'un problème grave qui concerne la sécurité nationale, et je suis assuré que cet appel sera bien accueilli par tous les Canadiens.

Monsieur le président, la tension actuelle au sujet de Berlin ne résulte pas d'un problème nouveau. L'an dernier, avec quelques collègues, j'avais l'occasion de suivre les délibérations de l'association parlementaire de l'OTAN, et ensemble, nous avons eu l'occasion de visiter les bases militaires canadiennes de l'OTAN, ainsi que des camps de réfugiés à Berlin-Ouest. A la suite de cette visite

et d'échanges de vues que nous avons eus avec les autorités locales de Berlin-Ouest, nous sommes revenus avec l'impression que cette question de Berlin allait provoquer, un jour ou l'autre, la tension que nous connaissons aujourd'hui. Non pas que la question de Berlin soit le seul problème important qui divise l'Est et l'Ouest, mais c'est sûrement le problème névralgique et capital, car s'il est dans le monde un endroit stratégique où les pays occidentaux ne doivent pas reculer, c'est bien à Berlin-Ouest. L'attitude de l'Occident envers l'Allemagne et Berlin a clairement été exprimée, et elle doit être réitérée avec force.

Je suis parfaitement d'accord avec le gouvernement sur cette question, mais cette position étant prise, rien ne devrait empêcher les négociations, même si aujourd'hui le problème apparaît difficile à régler, par suite de l'intransigeance et de la mauvaise foi des soviets.

Au fait, quel est le problème en jeu? Il y a à Berlin environ 2 millions et demi d'Allemands qui sont de fait anti-communistes, dont les sympathies, la culture et les liens économiques demeurent fidèles aux pays de l'Ouest.

A cause de leur attachement aux pays démocratiques, je crois que nous avons une obligation indiscutable de voir à ce qu'ils ne soient pas subjugués contre leur volonté par les communistes. Mais, malgré son importance, je pense que nous pouvons considérer la crise de Berlin comme symbolique dans cette lutte entre les deux régimes Est et Ouest.

C'est pourquoi je dis que l'enjeu actuel dépasse de beaucoup le problème de Berlin et le problème allemand. N'oublions jamais, même si les communistes se prétendent les défenseurs d'une doctrine mondiale, que s'il nous arrivait de faiblir sur le problème de Berlin, l'appétit russe ne s'arrêterait pas là. Le communiste veut englober la race jaune, la race noire et la race blanche; l'Asie, l'Afrique, l'Europe et l'Amérique. Le but ultime du communisme, ne l'oublions jamais, ce n'est pas seulement une victoire locale ou une victoire continentale, mais la domination complète: le triomphe mondial du communisme. Je pense que, si nous étudions et repensons ce qui s'est produit depuis la fin de la dernière guerre, nous serons assez réalistes pour l'admettre, et ceci étant admis, deux questions peuvent se poser: 1—Quelle attitude dans cette crise, et surtout à la suite de la reprise des essais nucléaires, l'Occident doit-il prendre? Doit-il adopter une attitude intransigeante sur la question de Berlin et tenir fermement ses positions au risque d'une guerre? 2—Quelle attitude un pays comme le Canada peut-il prendre face